

## Ce que le coronavirus devrait bouleverser en Europe



*Utilité de l'article : La transmission de la pandémie de coronavirus fait apparaître des dangers majeurs en termes de politique économique en Europe. Sur le long terme, cette crise viendra bouleverser un certain nombre de mécanismes économiques et laissera indéniablement des traces dans nos systèmes de production et de consommation.*

### **Résumé :**

- La crise du coronavirus acte un certain nombre de changements majeurs qui interviendront sur le long terme dans les économies européennes. Ces changements sont répartis sous quatre catégories distinctes.
- Un changement dans les chaînes de valeurs au niveau mondial apparaîtra dans la production des produits, poussés vers une origine plus locale.
- Une importance sera donnée aux prérogatives de long terme dans la mise en place de politiques économiques, de politiques de santé et climatiques.
- Il apparaîtra la nécessité de mise en place d'une politique européenne coordonnée et conséquente afin de réagir aux aléas économiques qui pourraient intervenir.
- Enfin, un changement dans l'organisation des entreprises aura lieu, avec des méthodes de management entièrement repensées.

La catastrophe sanitaire amorcée par la crise du Covid-19 a des effets directs sur la résistance des Etats face à un choc d'ampleur internationale. Des mesures de confinement, de protection des populations et de renforcement des systèmes de santé ainsi que d'aides aux entreprises et à l'économie sont prises en urgence afin de pallier les conséquences désastreuses que la transmission de la maladie pourrait avoir. Au-delà de ces conséquences économiques de court terme ayant entraîné d'importantes mesures sur les dépenses des Etats et une réaction des banques centrales au niveau mondial, la crise du coronavirus révèle un certain nombre de remises en question majeures, actant des changements économiques structurels de grande ampleur. La crise du coronavirus interroge alors la résistance des entreprises, des Etats, de l'Europe et des citoyens, sur plusieurs aspects : trésorerie, stocks, concentration du travail et mondialisation. L'article a comme objectif de repérer les différentes disruptions qui interviendraient à la suite de cette crise d'une ampleur inégalée. En se concentrant sur l'échelle européenne, quatre changements économiques structurels majeurs interviendraient à la suite de la crise du coronavirus. Ceux-ci seraient particulièrement notables et annonceraient de nouvelles manières de produire et de consommer : un changement d'organisation dans les chaînes de valeurs, une importance donnée aux prérogatives de long terme, la compréhension du besoin d'une politique européenne coordonnée et cohérente et un changement dans l'organisation productive et managériale des entreprises en Europe.

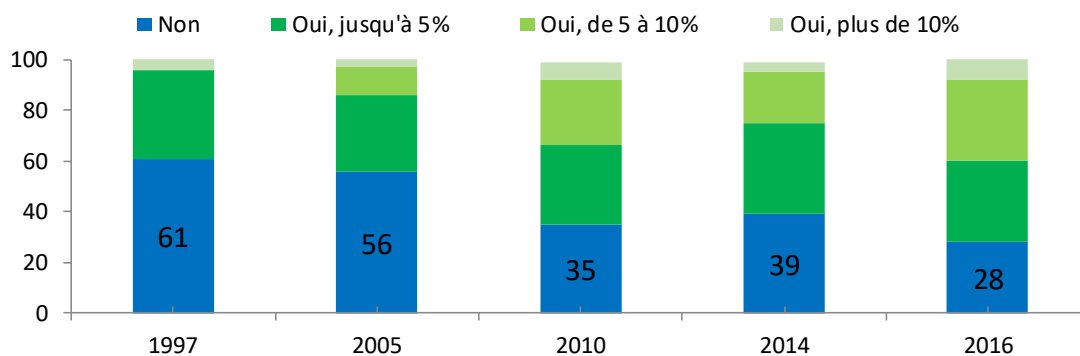
## 1. L'organisation des chaînes de valeur

Le premier point constitue également le plus important et le plus notable. Il s'agit d'un changement dans **l'organisation des chaînes de valeurs** mondiales : l'organisation de la production des entreprises. La théorie des avantages comparatifs (gains liés à la spécialisation d'un pays ou d'une région dans un type de production) à l'échelle internationale perdrait ici son fondement économique, représentant plus de risque et d'incertitude que de gains sur le long terme. Après la crise du coronavirus, de nombreuses entreprises devraient reconsidérer la façon dont elles produisent ainsi que l'endroit d'où viennent les composants qu'elles utilisent. Celles-ci devraient tenter de mettre de côté une certaine dépendance aux pays lointains, et au transport aérien, de manière à être plus fortes régionalement. Bruno le Maire, actuellement Ministre de l'Economie et des Finances en France, a d'ores et déjà montré cette tendance en ce qui concerne l'Hexagone : il faudra revoir notre « dépendance absolument irresponsable vis-à-vis de la Chine, pour des biens de première nécessité et l'approvisionnement de secteurs stratégiques ».

Il est important d'étudier dans quelle mesure ce changement se mettra-t-il en place : pouvons-nous attendre des entreprises elles-mêmes une remise en question du lieu de leurs filiales et des risques de la provenance des produits de chaque continent ? Rien n'est moins sûr : si la crise du coronavirus se veut passagère, les tendances passées pourraient revenir et peu de changements pourraient avoir lieu. C'est pour cette raison que l'Etat devra surement inciter les entreprises à revoir leurs partenariats stratégiques (subventions, crédits d'impôt, commandes publiques) : une régionalisation et des partenaires à plus petite échelle, au maximum en Europe, devrait se mettre en place. Certaines politiques publiques vont déjà

dans ce sens, concernant dans un premier temps les produits avec des chaînes de valeur limitées, pour lesquels la fragmentation des différentes tâches est répartie dans peu de pays. Par exemple, les produits alimentaires vont tendre à être plus locaux : repas dans les cantines des écoles, vente de fruits et légumes français dans les supermarchés, afin de limiter les produits et ingrédients qui viendraient de régions du monde particulièrement éloignées. Pourraient venir ensuite les biens d'équipement et les automobiles dont la production à un échelon régional prend de plus en plus d'importance, dans un premier temps dans les yeux des consommateurs, comme le montre le **graphique 1**.

**Graphique 1**  
Etude de CREDOC : "Par comparaison avec les produits fabriqués hors Europe, êtes-vous prêts à payer plus cher les produits industriels fabriqués en France ?"



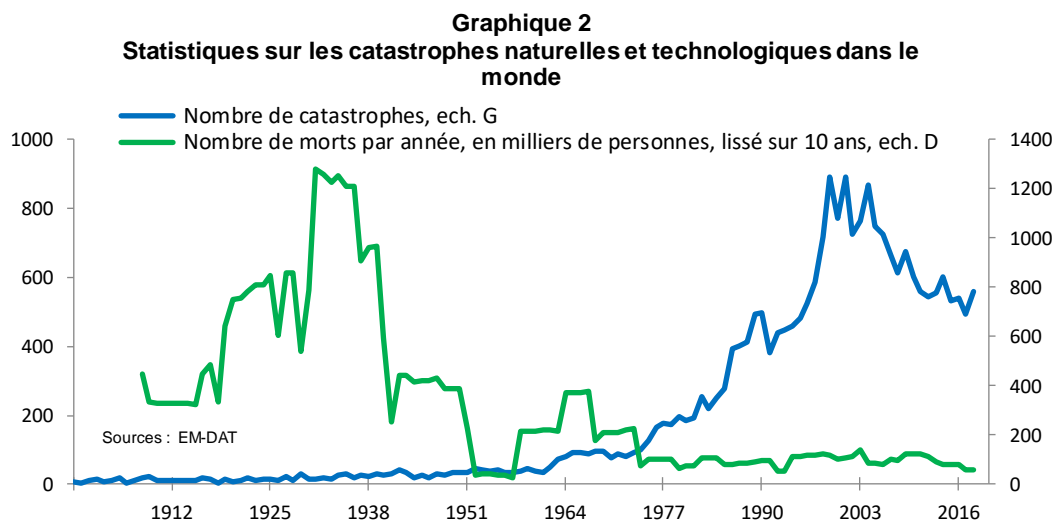
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et aspirations"

La crise du coronavirus, à travers les risques mondiaux qu'elle fait apparaître, accélérera indéniablement cette prise de conscience du politique, du citoyen, ce qui touchera, à terme, les entreprises. Alors que les plateformes internet pourraient prendre de l'ampleur dans les années à venir, la démondialisation actuelle pourrait néanmoins laisser la place à une régionalisation plus efficace qui permettrait de réduire les coûts, les risques et les incertitudes qui se créent au niveau mondial.

## 2. Une importance donnée aux prérogatives de long terme

Un deuxième aspect majeur ressortira logiquement de cette crise. Les acteurs devraient développer une plus grande **importance aux prérogatives de long terme** à travers un changement dans les modes de consommation et de production. Cela concerne plusieurs éléments à la fois : les conditions sanitaires, l'impact environnemental, les technologies et industries du futur, etc. Il est certain que la crise du coronavirus apparaît, dans l'esprit des opinions publiques, comme une crise de l'impréparation des changements sur le long terme : réactions dans l'urgence des différents Etats pour la distribution de gels, de masques et de tests du Covid-19, passivité quant à l'arrivée de la pandémie jusqu'en Europe et aux Etats-Unis et sans anticipation des politiques publiques. Aussi, de nombreuses économies budgétaires avaient été faites dans les différents pays européens, par exemple dans le domaine de la santé publique et des hôpitaux. Selon Eurostat, les dépenses publiques de santé sont passées de 7,4 % du PIB en Zone euro en 2009, à 7,1 % en 2018. Les besoins actuels font regretter ces préoccupations court-termistes qu'ont mis en place de nombreux pays en Europe.

Cette crise révèle en effet que des problèmes majeurs mondiaux peuvent arriver et qu'ils doivent être anticipés en conséquence. La crise sanitaire actuelle n'est que la partie émergée de l'iceberg : réchauffement climatique, montée des eaux, migration massive de populations, risques géopolitiques, etc., autant d'incertitudes qui pèsent sur nos économies européennes auxquelles il faudra trouver des réponses concrètes dans les années à venir. Le **graphique 2** montre le nombre de catastrophes naturelles ou technologiques en comparaison avec le nombre de morts dans le monde. Si les catastrophes sont moins nombreuses depuis 2004, elles sont bien plus fréquentes que jusque dans les années 1990, provoquant néanmoins quoi qu'il en soit, la mort de beaucoup plus de personnes dans le monde. Il est important de préciser que les impacts du coronavirus en termes de mortalité ne sont ici pas comptés, les statistiques s'arrêtant à l'année 2019.



Les réponses pourront alors se mettre en place de différentes manières : au niveau des Etats, des politiques publiques anticipant les risques majeurs auxquels font face les pays. Nous pouvons par exemple nous attendre à une hausse des dépenses publiques de formation professionnelle, de santé ou bien d'éducation ainsi qu'à la réflexion d'un nouveau système plus agile et réactif aux changements qui interviendraient. En ce qui concerne les consommateurs, une meilleure prise en compte de l'impact des actions quotidiennes et de ses effets sur le climat par exemple. Deux exemples peuvent être donnés : avec l'arrêt de la croissance économique, de la circulation et de la majorité des industries en Chine, une baisse drastique de la pollution et une qualité de l'air auparavant inobservable a été remarquée dans les grandes villes chinoises, conduisant à une diminution des problèmes respiratoires et des décès liés à l'inhalation de particules fines. Un autre exemple est celui du tourisme et des voyages en avion qui ont drastiquement été freinés en raison de la propagation du coronavirus et de l'interdiction de voyager dans différents pays. Avec cette crise, les ménages ainsi que les entreprises se rendent compte de l'impact qu'ont les vols aériens sur l'environnement mais aussi que la plupart de réunions internationales peuvent se faire par internet, conduisant dans les années à venir à une explosion des réunions virtuelles. Enfin, le système de santé publique devrait réapparaître comme une priorité des gouvernements européens, après avoir vu comment un virus perçu par de nombreux experts originellement comme une grippe, pouvait se propager si rapidement dans le monde en raison des interconnexions nombreuses entre les différents pays. Nous pourrions nous

attendre à de nouvelles menaces et de nouveaux chocs sur le plan sanitaire, obligeant les Etats et l'Union Européenne à investir massivement dans les dépenses de santé.

La crise actuelle laisse enfin à penser que tous les sujets sont liés les uns aux autres : le changement climatique a un impact clair sur la biodiversité des régions du monde, qui elle-même pourrait impacter l'apparition de nouveaux virus si elle se voit bouleversée par les actions humaines.

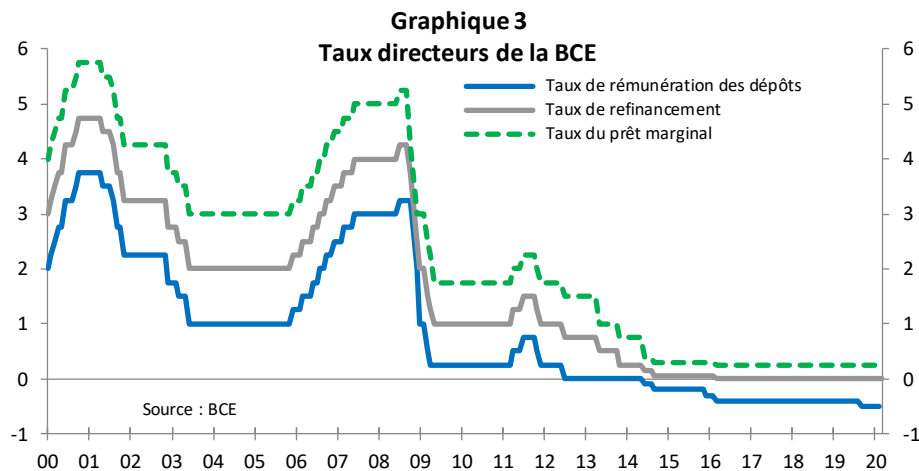
### 3. Une politique européenne coordonnée

Les réponses en termes de **politique économique européenne, à la fois budgétaire et monétaire** font également partie des changements clefs à attendre de la crise du coronavirus sur le Vieux Continent. Plus de dix ans après la crise des *subprimes* et la crise des dettes souveraines en Zone euro, le système européen est à nouveau bouleversé par la crise du coronavirus : affaiblissement de la monnaie unique, envol des déficits budgétaires et des dettes publiques, entrée dans une récession économique majeure et écarts de taux d'intérêt entre les différents pays (*spreads*) de plus en plus importants. L'épreuve est telle que les pays européens ainsi que la Commission Européenne ont réagi à hauteur de près de 500 milliards d'euros afin de renflouer l'économie et permettre de maintenir l'activité économique dans les Etats membres. Cette épreuve est alors existentielle pour l'Europe, les pays doivent à présent montrer leur capacité à faire preuve de solidarité, de coordination et de cohérence dans les réponses apportées à la crise.

Alors qu'il existe aujourd'hui un certain nombre de mécanismes européens qui n'étaient pas en place en 2008 (par exemple le Mécanisme européen de stabilité), le discours politique européen actuel et les actions qui suivent montreront dans quelle mesure la réponse sera efficace ou non. Des conséquences en termes de représentativité politique pourraient alors apparaître : si l'Europe ne répond pas assez fermement et efficacement à la crise en défendant une politique commune et en soutenant les pays les plus affectés (Italie, Espagne), il s'agira là d'une nouvelle arme pour les populistes de demain. Certaines initiatives concrètes sont à l'ordre du jour et actuellement en discussion au sein des institutions européennes : les *coronabonds* en sont un exemple pertinent. Pour l'instant, la trajectoire des déficits publics de chaque pays a été mise de côté : les règles de stabilité ont été suspendues et la BCE rachète les dettes des Etats. En revanche, la question se posera différemment une fois que la crise sera terminée. Les Etats auront certainement besoin de mettre en place un certain nombre de politique de relance pour soutenir les entreprises, le système de santé et les industries stratégiques. C'est à ce moment-là que la solidarité européenne devra prendre le relais à travers les mécanismes de stabilité : les règles européennes risqueraient de revenir et la BCE pourrait arrêter d'acheter les dettes d'Etats. Cela conduira inévitablement à une hausse des déficits structurels des Etats membres, déficit qui devrait être mutualisé par le SME à compter de 2021.

La BCE a, pour l'instant, cherché à rassurer les marchés à travers un package de 750 milliards d'euros de politique non conventionnelle : rachat de titre de dette d'Etats et

d'entreprises. Néanmoins, du côté de sa politique conventionnelle, elle reste encore aujourd'hui limitée, avec un taux d'intérêt de refinancement égal à 0 % depuis mars 2016, la réponse ne pouvant pas équivaloir celle suivant la crise des *subprimes* (**graphique 3**).



Plusieurs idées pourraient émerger dans les mois ou années à venir afin de faire apparaître des initiatives et une communauté européenne plus forte : une assurance chômage européenne (voir notre précédent article : « *La stabilisation macroéconomique en Zone Euro (IV)* ») ou une assurance européenne commune sont des exemples marquants et concrets qui pourraient permettre une meilleure adhésion au projet européen de la part des opinions publiques. Alors que les institutions et les Etats ont aujourd'hui une marge de manœuvre relativement limitée, des scénarios économiques de relance inclusive doivent être pensés afin de permettre une croissance soutenable sur le long terme. Ce serait en mutualisant les déficits structurels des Etats qu'ils pourraient obtenir plus de marge de manœuvre pour relancer l'économie sur le moyen terme.

#### 4. Un changement d'organisation au sein des entreprises

Pour finir, le dernier changement structurel majeur tiendrait dans **l'organisation même des entreprises en Europe**. Aujourd'hui, la grande majorité des entreprises sont face à un recul de leur chiffre d'affaire, les investissements et la consommation étant en berne : celles-ci doivent revoir complètement leur organisation et sont poussées à mettre un certain nombre de salariés dans une situation de chômage partiel tout en sauvegardant les métiers les plus indispensables et productifs que possible de leurs différentes branches.

La crise du coronavirus ne durera pas indéfiniment, mais il faudrait probablement attendre fin 2020, début 2021, pour revenir à une situation proche de la normale en ce qui concerne la consommation des ménages et l'activité des entreprises. Néanmoins, les différentes organisations auront certainement appris de cette crise en ce qui concerne les besoins vitaux qu'elles nécessitent pour survivre (sortes de fonds de roulement matériels indispensables), à la différence de ce qui constitue une valeur ajoutée qui ne serait que secondaire. Nous pourrions nous attendre à une hausse de la productivité et de l'efficacité des salariés sur le long terme, poussés par de meilleures pratiques. Aussi, au cours de cette

crise, de nombreux changements ont lieu dans la manière même de travailler. Par exemple, le télétravail a été mis en place de manière forcée en raison du confinement dans un grand nombre d'entreprises, qu'elles soient petites ou grandes, conduisant à apprendre de nouvelles méthodes de travail et de meilleures pratiques : communication forcée et plus fréquente avec son équipe, concentration vers les sujets les plus essentiels qui nécessitent une grande attention. Cette digitalisation poussée est plus que nécessaire actuellement, les salariés devant adapter de nouvelles méthodes de travail plus agiles, plus axés sur les objectifs concrets de l'entreprise et moins tournées vers des habitudes de profit à court terme qui peuvent être néfastes, sur un temps plus long, à la productivité de l'entreprise.

## Conclusion

Pour conclure, il s'agit véritablement d'une nouvelle forme de mondialisation et de modes de travail qui devraient intervenir à la suite de la crise du coronavirus. Cette mondialisation devra être tournée vers des anticipations des risques à venir, à travers une importance donnée au long terme, à un changement dans les chaînes de valeurs et dans l'organisation des entreprises mais aussi en termes de réponse politique européenne. Cette crise, qui, si l'on en croit les économistes, ne devrait être que passagère, donne néanmoins de nombreuses opportunités à imaginer le monde de demain, un monde avec des préoccupations de soutenabilité et de précaution plus importantes afin de pouvoir se protéger plus facilement de risques, aléas et défaillances de tout genre qui pourraient peser sur nos économies dans les années à venir.

**Arno FONTAINE**